

SOMMAIRE

Page 1

La chanson de D. Rolland.
Le Havre Seine Métropole.

Page 2

Quelles actions pour l'Axe Seine ?
X-Port est la solution.

Page 3

La continuité de Christophe de Balorre.
Le scandale du Haras du Pin.

Page 4

Ports de Normandie.
Les investissements.

Le Havre Seine Métropole.

Sans surprise, Luc Lemonnier a été élu président de la nouvelle communauté urbaine "Le Havre Seine Métropole", le 15 janvier.

Il est entouré de 15 vice-présidents. Les 5 premiers sont les suivants :

- Jean-Baptiste Gastinne (Le Havre).
- Didier Sanson (Etainhus).
- Daniel Fidelin (Montivilliers).
- Valérie Eglhoff (Le Havre).
- Alban Bruneau (Gonfreville).

• "L'union fait la force !"

Deux jours plus tard, à l'occasion de ses premiers voeux, Luc Lemonnier a présenté ses priorités pour répondre aux besoins des 275 000 habitants. Retenons :

- La lutte contre la désertification médicale.
- La rénovation de l'habitat.
- La couverture du nouveau territoire par un réseau de transports publics adaptés.
- L'accès au numérique pour tous.
- L'amélioration de la qualité de l'eau, et l'optimisation du ramassage et du recyclage des déchets.

À savoir : là ne s'arrêtent pas ses ambitions : "avec Le Havre Seine Métropole, nous pourrons être plus forts et peser plus en France et en Normandie". Son objectif : accroître l'attractivité touristique, industrielle et portuaire du territoire...

La chanson de D. Rolland

• Vive le remue-méninge de Deauville.

Le recteur Denis Rolland va réunir les 24 et 25 janvier à Deauville, les "Assises de l'éducation en Normandie", un rendez-vous important pour les personnels de l'Éducation nationale et leurs partenaires publics et privés. Au même endroit et au même moment, les participants pourront aussi plonger dans un double bain pédagogique revigorant :

- Celui des "Normand.e.day", la grande plate-forme de réflexion sur le numérique éducatif.

- Celui de la "Fabrique des ateliers académiques", l'outil d'innovation du Conseil Scientifique de l'Éducation nationale qui sera, pour la première fois, décliné en région.

Mon commentaire, à Deauville, Denis Rolland espère assister à un beau remue-méninge et à de belles tempêtes de cerveaux, une agitation qu'il juge positive pour préparer l'avenir.

• Mais revenons aux Assises.

Elles s'inscrivent dans le prolongement de la consultation engagée depuis un an, en interne comme en externe, sur le devenir des académies "siamoises" de Caen et de Rouen qui vont bientôt fusionner.

- Dans les deux ex-régions, les services administratifs et les personnels d'encadrement ont été interrogés. Parallèlement, des rencontres avec des élus locaux ont été organisées dans les départements. Partout, une même intention : comment mettre en ligne les acteurs de la future Académie de Normandie pour davantage d'efficacité au service des Normands ?

- À Deauville, on tirera les enseignements de cette première étape pour mieux préparer la seconde : la rédaction du "projet académique normand".

- Le recteur espère l'avoir en avril prochain : "je voudrais qu'il soit simple et structurant, lisible par un élève de 3e". Beau défi ! Ce projet sera le point d'appui à la construction de l'Académie (unique) de Normandie, le 1^{er} janvier 2020 ; d'où l'importance de son appropriation par tous. Les chantiers sont nombreux, ils sont pédagogiques, territoriaux et organisationnels.

Mon commentaire : Denis Rolland se pose ici trois questions. Comment réduire les disparités territoriales afin de donner à tous les élèves les mêmes chances de réussir ? Comment permettre à chacun de s'émanciper en construisant son parcours de formation sous le signe de l'ouverture et de l'ambition ? Comment organiser l'action collective et coopérer pour une école mieux inscrite dans son territoire, à l'écoute des besoins de chaque élève ?

• Flers n'est pas Fécamp.

Comme tous les recteurs (et c'est bien normal), Denis Rolland décline en Normandie les orientations nationales de son ministère. Par exemple, il affirme avec Jean-Michel Blanquer "que la priorité doit être donnée à l'école

F. Sanchez : stop où encore ?

Comme tous les élus, il pense déjà aux municipales de 2020. Mais c'est après l'Armada que Frédéric Sanchez se prononcera sur l'éventuelle poursuite de son action à la tête de la Métropole : "à mon âge, il est normal que je m'interroge sur mon avenir personnel..."

- Une chose est sûre, il ne sera plus maire de Petit-Quevilly et Charlotte Goujon, sa première adjointe, se prépare déjà à sa succession.
- Une autre chose est sûre, il ne manque pas d'ambition pour la Métropole à l'horizon 2030 : écoquartier Flaubert, véhicule autonome, Rouen capitale de la culture, COP 21 locale, gare et nouveau quartier Saint-Sever, la liste est longue. Une ambition qu'il veut désormais mettre en oeuvre de façon différente en signant, pour la période 2020-2026, 71 contrats de co-développement (appelons-les comme ça) avec chacune des communes de son agglomération. Son objectif : concilier les priorités métropolitaines avec les besoins quotidiens des habitants. Frédéric Sanchez veut rester "au contact du local", les gilets jaunes sont passés par là ; "être président, c'est un travail à plein temps !"

Résultat : on imagine mal de le voir renoncer. Au jeu de "stop ou encore", on peut parier "encore", même si le paysage politique de la Métropole est difficile à imaginer après les municipales ; la ville de Rouen, par exemple, vit aujourd'hui dans la plus totale incertitude.

Seine Eure : bientôt 100 000.

Sauf imprévu, c'est en mai prochain que Seine-Eure Agglomération (Louviers/Val-de-Reuil) et la CC. Eure-Madrie-Seine (Gaillon) vont fusionner formant un nouvel ensemble de plus de 100 000 habitants.

- Ce sera la 6^e intercommunalité de Normandie, un pôle industriel et touristique idéalement placé sur l'axe Seine, entre Rouen et Paris.

Pays de Honfleur-Beuzeville.

François Chanteloup est le nouveau DGS de la CC. du "Pays de Honfleur-Beuzeville" à cheval entre les départements 14 et 27.

- Il arrive de Caen-la-Mer où il était directeur des espaces verts ; il succède à Stéphane Mazzoleni.

primaire et à la maîtrise des savoirs fondamentaux : lire, écrire, compter et respecter autrui..." Avant d'ajouter : "mais on ne peut pas faire l'école de la même façon à Flers et à Fécamp". Cette dernière phrase est importante.

- Il plaide ici pour une meilleure prise en compte des besoins des territoires dans le fonctionnement de la future Académie en accroissant la "perméabilité de ses services" grâce à un à travail en réseau avec les parties prenantes locales, les élus notamment, pour davantage de confiance et d'efficacité. "L'élève est au centre de nos préoccupations communes. Sur chaque territoire, nous devons agir ensemble pour lui construire un parcours personnalisé, en fonction de sa situation et de son environnement..."

- Ici, l'idée d'une contractualisation territoriale apparaît en filigrane. D'ailleurs, pour faciliter les "concordances", Denis Rolland songe à calquer les circonscriptions de la future Académie sur les périmètres des EPCI : "le dialogue serait plus facile, on serait plus transparent".

- Le travail réalisé avec les maires de l'Orne autour de la convention de ruralité est, à ses yeux, un bon exemple de l'efficacité d'une action en réseau pour relever les défis territoriaux. Françoise Moncada, l'inspectrice d'académie de l'Orne, s'est beaucoup mobilisée sur le dossier, la convention a été signée le 20 décembre, le recteur pense que les inspecteurs d'académie sont les mieux placés pour négocier la territorialisation des actions.

- Naturellement, cette adaptation a un coût ; les collectivités le financeront-elles ? "L'élève est au centre de nos préoccupations" dit le recteur Rolland.

Mon commentaire : que retiendra-t-on de ces assises ? Lire-écrire-compter, personnalisation des parcours, adaptation au territoire, mise en réseau des acteurs, contractualisation locale, transparence, perméabilité et confiance... n'en doutons pas, ces mots-là seront prononcés ; ce sont les mots clés de la "chanson de Denis Rolland" pour l'académie de 2020.

Ile-de-France/Normandie

Quelles actions communes en faveur de l'Axe Seine ?

Depuis 10 ans, l'Axe Seine est reconnu comme le grand projet structurant de la Normandie et de l'Ile-de-France. Ses points d'appui sont bien connus :

- La réorganisation de la gouvernance portuaire : un seul port pour Paris, Rouen et Le Havre en 2021... on attend le préfigurateur.
- L'engagement des travaux de la LNPN : priorité à Mantes/Saint-Lazare.
- L'achèvement de Serqueux-Gisors : le nouveau corridor fret.

Et pendant ce temps-là...

• Vianney de Chalus : Xport est la solution.

En partenariat avec les Douanes, la CCI Normandie vient de publier une analyse des performances exportatrices des entreprises régionales, en se fondant sur les derniers chiffres connus, ceux de 2017.

- Il ressort de cette analyse que 3 680 entreprises ayant leur siège social en Normandie sont présentes sur les marchés internationaux, un nombre qui n'évolue pas beaucoup d'une année à l'autre.

- "En 2017, nos performances à l'export ont été bien orientées, se félicite Vianney de Chalus (CCI Normandie), avec 32 Md€ d'exportations (soit 35% de son PIB), la Normandie demeure la 2^e région française la plus ouverte sur le monde ; un fort rebond vers l'Amérique a d'ailleurs été observé..."

- Mais comment mobiliser davantage d'entreprises ? Vianney de Chalus compte beaucoup sur "l'accélérateur Xport", le guichet unique mis en place par la Région, CCI International Normandie et Business France pour faciliter le parcours des exportateurs. 125 entreprises ont déjà été "accélérées", elles demandent surtout une aide à la définition d'une vraie stratégie, c'est un premier pas, les Normands peuvent aller plus loin.

Le Brexit est assurément une "bonne raison de se bouger", le Royaume-Uni est 5^e client de la Normandie, avec 2,3 Md€ de produits exportés.

Pierre-Jean Leduc au MEDEF

Gilles Sergeant ne sera resté que deux ans à la tête du MEDEF Normandie. Pris par son entreprise - Récréa - et par la présidence du Stade Malherbe de Caen, il vient de "passer la main" à Pierre-Jean-Leduc.

Pierre-Jean Leduc, 54 ans, n'est pas un inconnu. Dirigeant de Dedienn Multiplasturgy Group (130 emplois en Normandie) et président de l'Institut Supérieur de la Plasturgie d'Alençon, il assurait déjà la présidence du MEDEF de l'Eure.

Le "French Fab Tour" au Havre.

Dans le cadre du lancement des "Territoires d'Industrie", le "French Fab Tour" organisé par la BPI sera accueilli au Havre, le 31 janvier.

- Sur le modèle de "L'usine extraordinaire" présentée au Grand Palais, il s'agit d'un village événementiel qui permet de changer le regard sur l'usine et l'industrie. Au Havre, de nombreuses rencontres avec les industriels seront organisées, notamment pour toucher les jeunes.

Les Régions sont les relais de l'État pour la mise en oeuvre des "Territoires d'industrie", l'ADN a retenu 2 villes pour accueillir le "French Fab Tour" : Le Havre et Caen.

Le "scandale" du Haras du Pin.

"C'est scandaleux !" Hervé Morin ne cache pas sa colère pour dénoncer vertement la décision de l'État de mettre fin, d'ici à 2022, à la mission de ses 22 agents du Haras du Pin qu'il employait via l'IFCE, l'Institut Français du Cheval et de l'Équitation.

- "C'était le seul engagement de l'État dans l'accord conclu en 2015 avec la Région et le Département de l'Orne pour relancer le site, explique-t-il, il nous met devant le fait accompli ; c'est sa façon de transférer ses charges de personnel aux collectivités..." Inacceptable.

- Une chose est sûre, sans les "22", le "Versailles de l'Orne" ne pourra pas fonctionner et tout le projet de relance sera compromis.

Commentaire : Jean-Roch Gaillet, le nouveau directeur de l'IFCE, explique qu'il doit faire des économies ; il a succédé en octobre dernier à Jean Cézard, l'ancien DRAAF de Normandie qui ne sera resté en poste que 16 mois : problème de gouvernance.

- La réalisation du contournement Est de Rouen : mise en service en 2024.
- La structuration du foncier économique : les industriels et des logisticiens ont besoin de terrains.

Depuis 10 ans, tout le monde est d'accord... mais chacun agit dans son coin, à sa façon, à l'intérieur de son périmètre. Bref, si le discours est commun, les actions restent dispersées.

- Résultat : faute d'un portage politique efficace, les grands dossiers avancent très lentement (quand ils ne font pas du surplace), il faut dire qu'ils sont tous techniquement compliqués, difficiles à financer et longs à réaliser.
- On s'en est aperçu en janvier 2017, lors de la rencontre de Gaillon. Ce jour-là, Valérie Pécresse et Hervé Morin ont célébré l'UMP (l'Union Morin Pécresse) ; ensemble, ils promettaient de booster l'Axe Seine, on allait voir ce qu'on allait voir ; on n'a rien vu, ou si peu : l'accord de Gaillon avait un goût de barbe à papa.

Mon commentaire : deux exceptions. La première est l'ADAS, l'Association des Départements de l'Axe Seine, désormais présidé par Pascal Martin, qui a porté le dossier "Seine en vélo" : c'est "marginal", mais c'est mieux que rien. La seconde est la constance et la persévérance du préfet Philizot, l'infatigable délégué interministériel au développement de la vallée de la Seine, qui se bat pour maintenir le soufflé au chaud. Heureusement qu'il est là... sans être las.

Mais croisons les regards...

Pour remettre tout le monde "en ligne", la Délégation interministérielle, avec les deux Régions, et le concours du "Journal du Grand Paris", va organiser, le 7 février prochain à Paris, une journée de réflexion intitulée "Regards croisés Ile-de-France/Normandie".

- Elle sera l'occasion de faire un premier bilan du CPIER, d'évoquer la modernisation des infrastructures fluviales, de repenser la gestion de l'espace et des flux pour un développement équilibré, sans oublier les autres enjeux logistiques et portuaires, et l'amélioration de l'attractivité économique et culturelle de Paris-Seine-Normandie à l'échelle internationale.

- Sur le papier, tous les grands élus (ou presque) sont annoncés : Valérie Pécresse, Hervé Morin, Frédéric Sanchez, Luc Lemonnier, Patrick Devedjian et Jean-Louis Missika, le représentant d'Anne Hidalgo.

- Mais la réalité sera sans doute très différente. Quand La Chronique demande à Hervé Morin s'il sera présent, il hausse les épaules : "je n'irai pas, j'ai autre chose à faire que de participer à un colloque supplémentaire or-

Et pendant ce temps-là...

• Orne: Christophe de Balorre joue la continuité.

Le budget 2019 de l'Orne s'élève à 361 M€, dont 57 M€ pour l'investissement. Il s'inscrit dans la continuité des budgets précédents : maîtrise des dépenses de fonctionnement, pas d'augmentation d'impôt sur le foncier bâti, développement des solidarités territoriales, maintien d'un bon niveau d'investissement.

- Le Département va notamment consacrer 17 M€ au désenclavement routier, 7,4 M€ pour la fibre à l'habitant, 7,5 M€ pour les travaux dans les collèges.

Mon commentaire : dans une région que se "métropolise" de plus en plus, l'Orne est un petit Poucet aux petits moyens. Rappelons, par exemple, que la seule Métropole Rouen Normandie a deux fois plus d'habitants et un budget d'investissement de 280 M€, 5 fois supérieur au sien. Il a donc besoin de la solidarité régionale pour "ne pas s'effacer du paysage" ; le risque existe en effet, déjà peu peuplé, l'Orne a encore perdu plus de 5 000 habitants entre 2011 et 2016. Sa population est aujourd'hui de 285 000 habitants.

• Il faut déclencher la "ruée vers l'Orne"

Pour lutter contre la déprise démographique, Christophe de Balorre plaide une action concertée de toutes les intercommunalités du 61. Une réunion de travail est prévue, Jean-Claude Lenoir et Laurent Beauvais sont à la manœuvre, un espoir : déclencher la "ruée vers l'Orne". Gros chantier !

Jean-Marie Vercruysse.

Président du PETR du Pays d'Argentan et du Pays d'Ouche, Jean-Marie Vercruysse vient de signer son contrat de territoire 2018/2021 avec la Région et le Département 61.

- 41 projets vont être financés pour un montant de 32,6 M€ dont 5,6 M€ à la charge de la Région et 1,5 M€ à la charge département.
- Les rénovations urbaines de l'Aigle et d'Argentan figurent parmi les opérations les plus importantes.

À savoir : le Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) agit pour le compte de 3 EPCI : Argentan Intercom, la CC. du Pays de l'Aigle, la CC des vallées d'Auge et de Merlerault.

Thierry Flandre.

Thierry Flandre (Groupe Larfarge-Holcim) est le nouveau président du collège des producteurs de béton prêt à l'emploi de Normandie, pour une durée de trois ans.

Il succède à Thierry Loison à ce poste depuis décembre 2015.

Javier Bernaldez Garcia.

Est le nouveau directeur de l'usine Renault de Cléon. Il succède à Paul Carvalho. Il était jusqu'alors directeur de l'usine Renault du Mans.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE
de Normandie
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 250 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

ganisé par l'État". Et on peut penser que si Hervé Morin se fait représenter, Valérie Pécresse pourrait faire de même : on assisterait alors à un colloque "de seconds couteaux".

- Sauf si Édouard Philippe intervient, son entourage n'exclut pas cette possibilité, sa présence serait assurément un signal intéressant.

Mon commentaire : en période de crise, où le temps court prévaut sur le temps long, l'Axe Seine n'est pas forcément un sujet d'actualité. La rencontre du 7 aura au moins le mérite de réchauffer le soufflé, rappelons que le dernier grand colloque "Axe Seine" s'est tenu à Caen, en décembre 2013, il y a une éternité.

7^e structure portuaire française

Ports de Normandie : plus gros, plus grand, plus crédible.

Le premier comité syndical de "Ports de Normandie", qui regroupe désormais les ports de Caen, Cherbourg et Dieppe, s'est tenu le 7 janvier. Présidée par Hervé Morin et dirigée par Philippe Deiss, cette autorité unique veut mettre en oeuvre une stratégie portuaire à l'échelle de la région, notamment en matière d'activité transmanche, de plaisance et de pêche. Naturellement, les Départements sont associés à l'opération.

- Hervé Morin en est fier : "Ports de Normandie est aujourd'hui la septième structure portuaire nationale (NDLR - 2 millions de passagers et 7 millions de tonnes de trafics par an), le boulot de Philippe Deiss sera de développer son offre commerciale et de valoriser les complémentarités avec les grands ports maritimes de Rouen et de Havre..." On l'a compris, la Normandie ne veut plus tourner le dos à la mer.

- Ce changement d'échelle est aussi un atout pour dialoguer avec les autorités britanniques à propos du Brexit. Les trois ports sont idéalement situés à quelques miles du rail maritime européen (1 bateau toutes les 3 mn), au centre de l'arc Manche. C'est une position stratégique pour bénéficier des reports de trafics en provenance des ports du nord de l'Europe ; les professionnels reconnaissent d'ailleurs que le nouvel ensemble dispose des outils, équipements et dessertes nécessaires pour relever le défi.

Rappel : Ports de Normandie est le fruit d'une alliance entre la Région Normandie, les départements de la Manche, du Calvados et de Seine-Maritime et les Agglomérations de Caen la Mer, Le Cotentin et Dieppe Maritime. Les vice-présidences ont ainsi été confiées à Marc Lefevre, Jean-Christophe Lemaire, Olivier Colin et Jean-Louis Valentin.

Et pendant ce temps-là...

• Futur CHU de Caen : ça commence...

Ça commence par des démolitions de bâtiments annexes. Il s'agit de préparer le terrain pour lancer le chantier de construction en 2020, l'un des plus gros chantiers de Normandie, il devrait durer 6 ans. Coût total du nouveau CHU : plus de 500 M€.

• Présentation d'AG2R La Mondiale/Matmut.

C'est le 22 janvier qu'André Renaudin, DG d'AG2R La Mondiale, et Nicolas Gomart, DG de la Matmut, présenteront officiellement le nouvel ensemble né du rapprochement de leurs deux établissements. La fusion va s'effectuer de façon progressive en 2 ans ; André Renaudin la pilote en qualité de DG., Nicolas Gomart, qui est à ses côtés, prendra seul les commandes en 2021.

Avec 19,2 Md€ de cotisations de retraite complémentaire Agirc-Arrco, 12 Md€ de cotisations d'assurance et 7,7 Md€ de fonds propres, celui-ci constitue, depuis le 1^{er} janvier, le 1^{er} groupe français de protection sociale en assurance des personnes et de leurs biens.

À noter : l'une des premières décisions d'AG2R La Mondiale/Matmut est d'accorder une prime exceptionnelle de 500 € à 12 700 collaborateurs (ceux qui gagnent moins de 3 fois le SMIC) afin d'améliorer leur pouvoir d'achat.